

1. Le droit d'être entendu

Un aperçu

Introduction

Ce document est le premier d'une série de 12 articles consacrés au travail d'Oxfam R.-U. dans le monde autour de la thématique du "droit d'être entendu". L'objet de cette série est de voir comment ce droit peut renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté dans l'élaboration des politiques publiques et leur permettre de tenir les décideurs politiques pour responsables de leurs actes. Les autres thèmes de travail d'Oxfam sont le droit à des moyens de subsistance durables, aux services de base, à la vie et à la sécurité ainsi qu'à l'équité. Ensemble, ces thèmes apportent la voie intégrée et basée sur les droits d'Oxfam à son objectif central, qui est de venir à bout de la pauvreté et de la souffrance.

Le droit d'être entendu est le droit de participer activement aux activités politiques, celui de pouvoir s'exprimer et d'être écouté par ceux qui ont le pouvoir. Autrement dit, il s'agit de permettre aux gens d'exercer activement leurs droits civils et politiques afin d'atteindre pleinement leurs droits sociaux, économiques et culturels. Il s'agit de trouver les moyens de garantir que les structures de gouvernance sont réactives aux besoins et souhaits des personnes pauvres. Ces articles abordent certains aspects de la manière dont cela peut se faire.

Les problématiques et les défis illustrés dans cette série toucheront notamment :

- à l'instauration d'une identité juridique et d'une citoyenneté;
- au développement du pouvoir personnel en termes de confiance et d'estime de soi;
- au développement d'un pouvoir collectif permettant d'amplifier les points de vue individuels ;

- à l'amélioration de la transparence et de la capacité à rendre compte des gouvernements et des institutions ;
- au développement d'un État réceptif aux besoins et aux priorités de ces citoyens ;
- au changement des attitudes et des croyances qui sous-tendent la pauvreté, les discriminations et les préjugés.

Ensemble, ces problématiques concernent le développement de sociétés qui prennent au sérieux la possibilité que tous leurs citoyens, pas uniquement les plus privilégiés, puissent jouir d'une citoyenneté active.

Ces articles tentent de montrer comment les personnes pauvres et marginalisées peuvent s'affirmer suffisamment pour surmonter les obstacles matériels, organisationnels, systémiques et psychologiques qui les empêchent d'être entendues.

Le contexte de la pauvreté et des inégalités

Il y a encore aujourd'hui dans le monde 1,4 milliard de personnes qui vivent avec moins d'1,25\$ par jour.¹ Au regard de l'accroissement des inégalités au sein et entre les pays, l'intérêt mondial du droit d'être entendu est évident. Une fille née en Norvège, par exemple, a de fortes chances de vivre jusqu'à 82 ans et de bénéficier d'une éducation et de soins de santé de qualité, tandis que son homologue en Sierra Leone a 25% de « chances » de mourir avant l'âge de 5 ans et une espérance de vie de 42 ans.² Si elle poursuit son parcours scolaire jusqu'à l'enseignement secondaire, elle fera partie des quelque 20% de filles qui en feront autant.

Les statistiques seules n'offrent cependant pas un aperçu réaliste des raisons pour lesquelles la pauvreté existe ni des facteurs qui l'engendrent et la perpétuent. La définition « d'un dollar par jour » de la pauvreté est encore largement répandue. Elle permet des comparaisons entre et au sein des pays. Mais cette mesure ne dit rien à elle seule sur l'étendue de la pauvreté, puisque les besoins des personnes en termes de revenus fluctuent selon les circonstances et le contexte dans lesquelles elles se trouvent. Par exemple, les définitions qui se basent seulement sur le revenu ne disent pas si celui-ci permet de subvenir aux besoins réels d'un individu ou d'une famille, ou s'ils peuvent effectivement l'utiliser pour répondre à leurs besoins. La pauvreté dépend largement des choix réellement disponibles en pratique et du fait qu'une personne ou une famille puisse faire ces choix en toute liberté. Les personnes ont besoin d'avoir accès à des biens, à des services (dont des soins de santé et l'éducation), ainsi qu'à des moyens de subsistance pour changer leur situation. La culture, les attitudes, les préjugés des autres et les structures de pouvoir dans lesquelles ces personnes évoluent affectent leurs choix

ainsi que leur vulnérabilité à des changements de circonstances soudains comme la maladie ou des événements climatiques extrêmes.

C'est pour cette raison que l'on définit aujourd'hui la pauvreté de façon non monétaire.³ La vulnérabilité, l'impuissance et l'isolation sont désormais considérées comme des facteurs déterminants dans la compréhension des dynamiques de pauvreté telles que le manque de revenu ou de nourriture. Par exemple, le cadre durable des moyens de subsistance utilisé par le Département pour le Développement international du gouvernement britannique (DFID)⁴ tient compte, en plus du capital financier, du capital humain et social.

Vu sous un autre angle, de quoi les personnes ont-elles besoin pour ne pas être pauvres ? Elles ont besoin d'un moyen de subsistance durable, au moins à court terme. Elles ont besoin de services de base comme l'éducation, les soins de santé et l'eau. Elles ont besoin de sécurité et de protection. Elles doivent pouvoir être des citoyens actifs et être traitées de la même manière que d'autres citoyens quel que soit leur sexe, leur âge ou leur culture. Elles doivent également disposer du pouvoir d'informer et d'influencer les décisions qui les concernent le plus, ainsi que de la confiance et de la connaissance pour le faire.

Les personnes tombent dans la pauvreté quand l'un ou plusieurs de ces éléments font défaut. Leurs conditions d'existence deviennent non-viables ou leur santé se détériore et les liens sociaux nécessaires à leur maintien, et soutenus par une capacité économique, leur manquent. Parfois, leur sentiment de sécurité disparaît, à cause d'une guerre civile ou d'une catastrophe, parfois c'est le fruit d'une séparation. Leur chute peut aussi être causée par une forte augmentation des prix de l'énergie ou des denrées alimentaires, elles sont alors confrontées à des circonstances de vie très différentes. Dans ces situations, elles ont tendance à perdre leur capacité à se faire entendre et d'avoir une influence sur ce qui leur arrive, et peuvent ne pas avoir voix au chapitre et aucun moyen de tenir quiconque pour responsable.

Une fois plongées dans la pauvreté, les personnes y restent en partie parce que leurs droits ne sont ni réalisés ni respectés. Elles peuvent appartenir à un groupe social qui n'a que peu de statut ou d'espace d'expression et aucune emprise sur les décisions qui les concernent. Des initiatives qui s'attaquent à ce manque d'espace d'expression, ainsi qu'aux autres aspects plus tangibles de leur situation, peuvent faire une grande différence dans la capacité de ces personnes à améliorer leur bien-être et à sortir de la pauvreté.

Pauvreté et pouvoir: pourquoi le droit d'être entendu est-il important ?

Bien souvent, la pauvreté et les inégalités perdurent parce que des gouvernements qui n'ont pas à rendre compte de leurs actes et des institutions inefficaces entravent l'adoption et la mise en œuvre de politiques favorables aux pauvres. De nombreuses institutions et agences gouvernementales continuent de prendre des décisions qui ne répondent pas aux besoins des personnes pauvres et marginalisées. Pour celles-ci, le système judiciaire demeure souvent hors d'atteinte. Elles sont souvent exclues des instances où des décisions qui touchent directement leur bien-être sont prises. Il y a encore de nombreux lieux dans lesquels les femmes en particulier, ne sont ni consultées ni intégrées.

Il est rare que les personnes élues ou nommées à des postes de pouvoir représentent les intérêts des pauvres. Ce sont là des problèmes de gouvernance – à savoir les règles du jeu et les structures qui les supervisent et les appliquent. Les structures et les systèmes ont donc des répercussions sur la vie des pauvres et le pouvoir est exercé sur eux de diverses manières, manifestes ou plus subtiles.

Le pouvoir et les relations de pouvoir, y compris le pouvoir créé par l'action, constituent le fil rouge de tous les articles de cette série. Lorsque l'on réfléchit à ce que l'on peut et ce que l'on doit faire pour permettre aux femmes et aux hommes pauvres de réaliser pleinement leurs droits et de s'exprimer sur les décisions qui les concernent, il est utile d'examiner les tendances du pouvoir et des relations de pouvoir dans leur ensemble, et pas uniquement les relations de pouvoir formelles qui sont peut-être des cibles plus familières d'un travail de plaidoyer visant à produire un changement. Il est évident qu'il y a un large éventail de points de départ – qu'ils soient géographiques ou en termes de types d'espaces où le pouvoir opère comme les forums publics, les institutions, les interactions sociales informelles, les mobilisations populaires, etc. Seules les stratégies qui tiennent compte de la nature polymorphe du pouvoir peuvent aboutir à un changement réel et durable. La tâche semble très différente selon les contextes et les moments historiques et doit être spécifique aux relations de pouvoir entre les sexes et aux autres inégalités de pouvoir.

Le pouvoir revêt de nombreuses formes différentes et peut résider tant dans la nature des relations que dans les structures et les institutions officielles. Il y a le *pouvoir intérieur* (« power from within ») de la confiance et de l'estime de soi, le genre de pouvoir invisible qui peut transformer l'individu et le faire passer d'une situation de passivité ou de non questionnement à une autre, active et d'affirmation de soi. Ensuite, il y a le *pouvoir avec* (« power with »). C'est le pouvoir de l'organisation, qui crée des espaces à la fois

formels et informels dans lesquels les pouvoirs individuels peuvent se rencontrer et s'amplifier mutuellement pour s'engager auprès des détenteurs du pouvoir et faire des demandes qui ont de l'effet. L'article sur le Honduras est un bon exemple de ce type de pouvoir. Il montre que les travailleuses des *maquilas* qui, individuellement, n'avaient que peu de pouvoir, ont pu améliorer leur situation en se rassemblant et en s'opposant à ceux qui exerçaient le *pouvoir sur* elles. Le *pouvoir avec* s'exprime également dans la mobilisation, l'activisme et les mouvements sociaux, au sein ou en relation avec des structures de pouvoir, formelles ou cachées, ou comme espaces d'engagement indépendants. Vous trouverez de tels exemples dans les articles sur l'Alliance mondiale contre la pauvreté (Global Call to Action against Poverty) et le mouvement *Wada Na Todo* ('Tenez vos promesses') en Inde. Ces campagnes ont utilisé des outils comme le « reporting » et les tribunaux citoyens pour permettre à différents groupes de s'exprimer avec succès dans des campagnes nationales et locales.

Le pouvoir

Le pouvoir est souvent compris comme la capacité d'une personne d'arriver à ses fins, avec ou sans le consentement d'autres personnes. Il peut revêtir au moins 4 formes différentes:

- Le pouvoir *sur* : c'est le pouvoir du fort sur le faible. Il est souvent caché – par exemple ce que les élites parviennent à dissimuler dans le débat politique.
- Le pouvoir *de* : c'est la capacité de décider des actions et de les mener à bien.
- Le pouvoir *avec* : c'est le pouvoir collectif, qui passe par l'organisation, la solidarité et l'action conjointe.
- Le pouvoir *intérieure* : c'est la confiance en soi. Souvent liée à la culture, à la religion ou à d'autres aspects de l'identité collective, il influence les pensées et les actions qui semblent légitimes ou acceptables.⁵

Devenir des citoyens à part entière et actifs est comme un voyage. Ils commencent à des endroits différents et avancent à des vitesses différentes selon le contexte et leur expérience de vie; ils peuvent tout autant reculer que progresser. Il y a des obstacles et des barrages, ainsi que des circonstances qui peuvent faire avancer les groupes ou les personnes. Ils varient selon les contextes. Les articles de cette série illustrent les actions qui sont – ou ont été – menées dans toute une série de contextes. Ils se basent sur l'expérience et le travail d'Oxfam R.-U. avec différentes organisations dans 13 pays. Ils sont représentatifs de certains des problèmes et défis personnels et systémiques qui se posent lorsque l'on cherche à faire entendre la voix des personnes pauvres et marginalisées par celles qui sont au pouvoir. Parmi ces problèmes, on retrouve :

Les droits civiques légaux et l'inclusion

Si vous n'avez pas le droit à une identité légale ou que celle-ci est considérée comme une tare, il est très difficile de revendiquer vos

droits ou de vous faire entendre. L'article sur le Pérou décrit la réussite d'une campagne s'attaquant à ce problème, en relation avec les droits de l'enfant, et celui d'être inscrit à l'état civil dès la naissance. Cependant, l'identité légale n'est pas nécessairement suffisante pour vous accorder des droits civiques. Les articles sur le Guatemala et l'Indonésie montrent deux manières différentes d'utiliser le « *pouvoir avec* » et le « *pouvoir de* » pour aborder ce problème. Au Guatemala, les femmes ont eu recours à la justice indigène pour s'attaquer à la culture d'impunité du système étatique formel qui les empêchait d'accéder à des droits civiques complets face à des niveaux élevés de violence. En Indonésie, les communautés locales pauvres, et les femmes en particulier, utilisent les évaluations participatives de la pauvreté comme mécanisme pour lutter contre l'exclusion des services locaux et de la gouvernance.

Le développement du pouvoir personnel, de la confiance et de l'estime de soi

L'accès à vos droits de citoyen peut être entravé parce que vous avez peur ou manquez de confiance pour les revendiquer.

À un niveau personnel, ce sont des obstacles significatifs qui ne peuvent être surmontés que par la personne concernée, bien qu'il y ait beaucoup de choses qui peuvent l'aider dans ce cheminement. Le fait de savoir que vous n'êtes pas seul(e) à relever ce défi peut faire une grande différence. Les changements au niveau du pouvoir individuel sont souvent étroitement liés à des actions qui renforcent aussi le « *pouvoir avec* » et le « *pouvoir de* ».

Au Bangladesh, un programme avec la population autochtone *Adibashi* a permis aux femmes d'accéder pour la première fois au pouvoir, et de s'exprimer au sein des structures traditionnelles de gouvernement.

En Géorgie, les membres de communautés locales ont pu développer leurs compétences et leur confiance pour participer aux processus de suivis budgétaires au sein des gouvernements locaux. Il y a certains cas dans lesquels le "pouvoir intérieur" peut être nourri et renforcé, ce qui permet l'avènement de changements positifs.

L'organisation collective

L'expression collective est plus efficace que l'expression individuelle. En général, comme le montrent ces articles, plus il y a de voix, mieux c'est. L'Alliance mondiale contre la Pauvreté (Global Call to Action against Poverty) a impliqué des millions de personnes dans des manifestations de masse. Il a amplifié l'expression collective et a permis d'engranger des succès significatifs aux niveaux des politiques et des promesses en matière d'aide au développement, de commerce et de développement, tout en exposant le point de vue des personnes pauvres et marginalisées. En Inde, le mouvement *Wa Na Todo* a mobilisé des milliers de personnes pour demander des

changements au gouvernement dans un grand nombre de domaines comme la santé et l'éducation. Au Malawi, la sensibilisation et la mobilisation au niveau local se sont produites en organisant des formations et des discussions de groupes villageois. Au Royaume-Uni, des groupes disparates de personnes pauvres et marginalisées ont pu se rassembler pour influencer la politique gouvernementale.

La transparence et l'obligation de rendre des comptes

Il ne suffit pas de faire beaucoup de bruit pour obtenir des résultats. Les bonnes solutions aux problèmes d'absence de droits et de capacités nécessitent une information fiable, qui n'est pas toujours facilement disponible. L'article sur l'Inde montre en quoi l'introduction d'une loi sur la liberté d'information, suite à l'intense mobilisation de nombreuses personnes, a été une grande avancée dans le droit des personnes d'être entendues. De la même manière, un travail technique comme le suivi budgétaire peut s'avérer très utile pour fournir un angle d'attaque tangible au travail de programme et un point d'entrée par le biais du « pouvoir de » pour s'engager avec les structures formelles de pouvoir. Cependant, cela doit être fait en conjonction avec un travail de plaidoyer, de sensibilisation et « d'alphabétisation économique » comme le démontre l'article sur le suivi budgétaire au Malawi.

Même lorsque le changement politique se produit, il reste insuffisant tant que cette politique n'est pas mise en œuvre de manière efficace, par les personnes et les institutions, avec les compétences et les capacités requises et tant que les ressources nécessaires pour que ce changement atteigne les personnes sur le terrain ne sont pas allouées. L'obligation de rendre compte doit donc elle aussi faire partie du lot, que ce soit via un suivi des décisions et des actions gouvernementales par les citoyens (par exemple les budgets) ou via des campagnes et d'autres formes d'action collective demandant que des comptes soient rendus (comme dans les articles sur le Malawi, l'Inde et l'Alliance mondiale contre la pauvreté).

Travailler avec les détenteurs du pouvoir: les états réceptifs (aux besoins de leur population)

Un changement durable requiert bien davantage qu'un simple changement de la part des personnes pauvres et marginalisées et de leurs organisations. Il faut également que la capacité de réaction des mandataires politiques par rapport aux citoyens soit l'objet de changement – ces mandataires sont généralement des ministres ou des fonctionnaires du gouvernement qui, la plupart du temps, sont les détenteurs du « *pouvoir sur* ». Des propositions de changement constructives peuvent être faites, mais si elles restent lettre morte, la vie des pauvres n'en sera pas meilleure pour autant. Il est souvent nécessaire de travailler à la fois sur « l'offre » et la « demande » de la gouvernance – et de le faire à la fois avec les institutions étatiques et les citoyens et leurs institutions. En Indonésie, tout en aidant les

communautés pauvres à développer leurs connaissances et leur confiance, le projet «Driving Change» a aussi travaillé avec des partenaires pour tisser des relations avec les gouvernements locaux et régionaux (district) et, dans certains cas, pour mettre fin à des pratiques injustes et de corruption. Au R-U., le projet Get Heard a délibérément cherché à faire la preuve d'une méthodologie permettant aux personnes pauvres de s'engager avec les détenteurs de pouvoir qui avaient exprimé une volonté d'écouter sans très bien savoir comment.

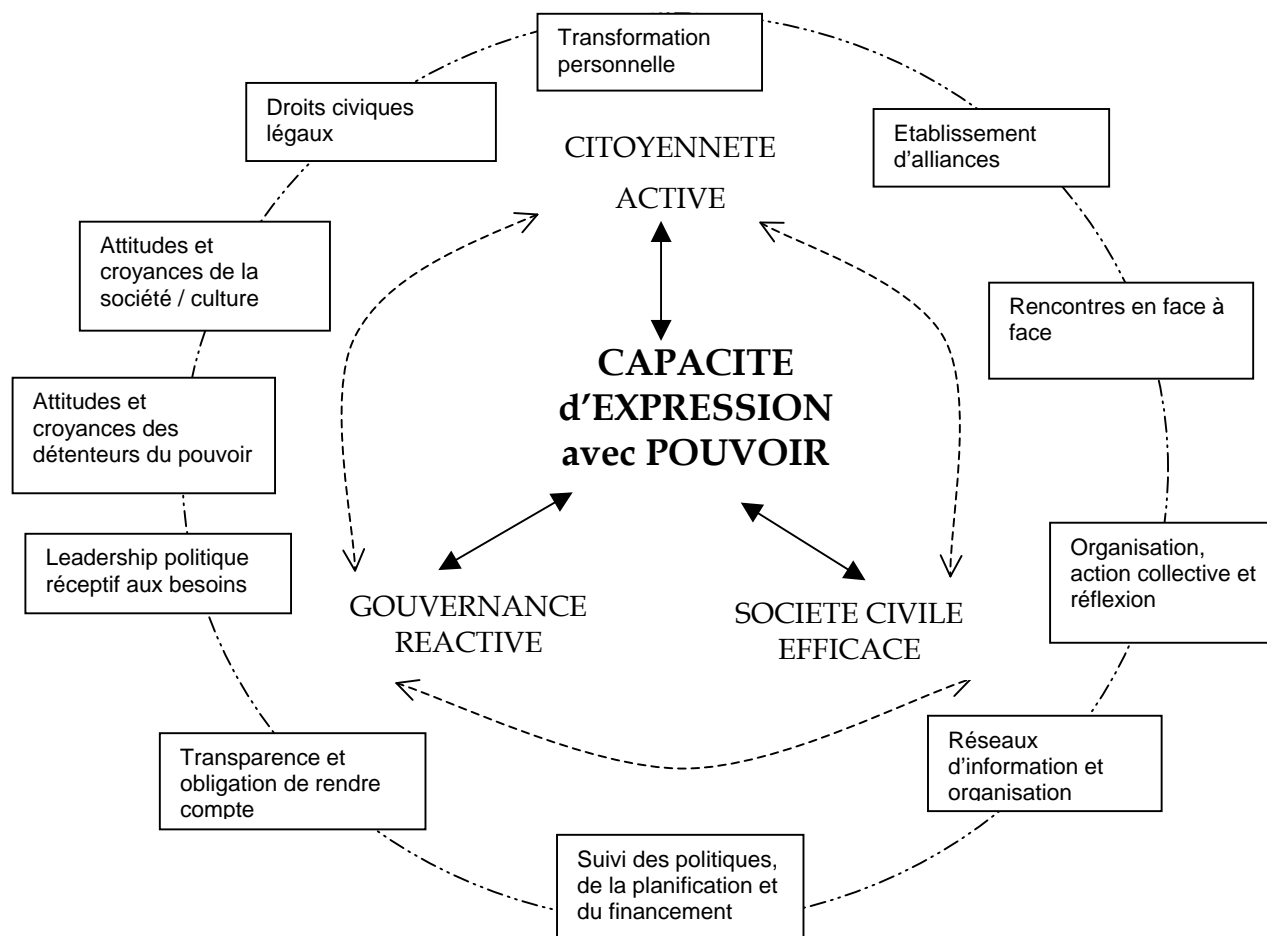
Les attitudes et les croyances

Pour que l'obligation de rendre compte ait du sens, il est également nécessaire de travailler au niveau des attitudes et des croyances qui expliquent comment les gens agissent et interagissent. Les personnes qui ne sont pas en situation de pauvreté peuvent avoir des attitudes et des croyances sur les pauvres (par exemple, lorsque ceux-ci sont perçus comme «méritants» ou non). Les personnes en charge de l'allocation des ressources peuvent, par exemple, faire prévaloir un comportement égoïste sur un comportement qui favorise une utilisation juste et équitable des ressources. De tels exemples sont évoqués dans l'article sur la corruption qui explore diverses manières de résoudre le problème via certains changements culturels et d'attitudes, apparemment sans rapport mais essentiels, permettant aux gens d'avoir des attentes plus élevées par rapport à la probité et à l'obligation de rendre compte de leurs mandataires politiques.

Le droit d'être entendu

Les études de cas de cette série peuvent se positionner à différents endroits du schéma ci-dessous, qui montre comment les différents aspects du droit d'être entendu décrits précédemment et les divers problèmes identifiés ci-dessus, s'assemblent. La plupart des exemples peuvent correspondre à plus d'une place. Les types de changements nécessaires pour que les personnes pauvres et marginalisées puissent réellement s'exprimer nécessitent une action à tous les niveaux de ce modèle.

Les dimensions du droit d'expression par rapport au pouvoir



Comment aider les personnes à se faire entendre ?

Le soutien aux personnes pauvres et marginalisées peut être direct – par des flux de financement et un développement des compétences leur permettant de s'organiser efficacement ou de mettre sur pied des activités qui développent la confiance et l'estime de soi. Mais, en plus de cela, beaucoup de choses peuvent être faites, de manière plus indirecte, pour renforcer un environnement qui sera plus à l'écoute et plus réactif à l'expression des personnes. Par exemple, une des difficultés rencontrées dans les tentatives d'intégrer « l'expression » et la participation dans les systèmes formels est que ces bonnes intentions ne soient pas que symboliques. Les espaces qui parviennent à s'ouvrir en faveur de l'inclusion de tous sont souvent « récupérés » par les élites et n'aboutissent qu'à peu de véritable

changement pour les pauvres. De telles tentatives peuvent involontairement réduire l'espace d'expression, puisque les détenteurs du pouvoir peuvent alors se targuer du fait que le changement a déjà eu lieu. Des actions de soutien ont par conséquent un rôle utile à jouer pour éviter la « récupération » et développer une forme de réceptivité parmi les personnes qui sont au pouvoir, par exemple dans un gouvernement local.

Une autre caractéristique d'un environnement favorable est sa sensibilisation aux problèmes d'égalité des sexes et à ceux d'autres groupes dont les voix ne sont pas entendues parce qu'ils sont marginalisés d'une manière ou d'une autre dans la société. Le fait que certaines personnes, qui ne sont pas lésées, soulignent l'absence des problèmes des groupes marginalisés dans les structures de pouvoir peut aider; ce genre d'action peut s'avérer d'un grand soutien si ces attitudes peuvent être remises en cause de manière constructive, afin qu'il y ait une plus grande conscience et une meilleure compréhension des problèmes et davantage de possibilités de développer une attitude réceptive.

Conclusion

Sans prétendre avoir réponse à tout, cette série propose un grand nombre de leçons et de recommandations générales qui peuvent être utiles à d'autres qui souhaiteraient œuvrer pour des changements similaires. Ces leçons doivent être adaptées et mises en place, amplifiées et réinterprétées à maintes reprises; elles doivent également s'additionner pour maximiser l'impact sur les règles, les structures, les institutions, les attitudes et les croyances sous-jacentes. Une reconnaissance adéquate des points suivants permettra aux personnes pauvres et marginalisées d'être soutenues dans leurs initiatives en faveur de changements à apporter à leur situation.

- 1 **Reconnaître que le changement est une affaire de long terme.** Encourager l'expression et soutenir la citoyenneté active ne sont pas des solutions rapides ; elles ne peuvent se produire que sur un certain nombre d'années. L'officialisation de la participation des hommes et des femmes pauvres au sein des structures de gouvernement reste un pari difficile. Un suivi régulier pour consolider l'apprentissage et un travail de prospective pour officialiser le changement sont nécessaires.
- 2 **Comprendre que le changement d'attitude est important.** Les attitudes au sujet de l'usage du pouvoir et de l'obligation de rendre des comptes sont un point d'entrée majeur pour les ONG dans leur travail sur la gouvernance et la transparence. Une culture de respect et d'inclusion favorise la participation des groupes marginalisés à la prise de décision.

- 3 **Privilégier les priorités locales.** Pour qu'un large réseau soit efficace et garantisse aux pauvres le droit d'être entendus, les priorités doivent s'élaborer à partir des contextes locaux, régionaux puis nationaux pour ensuite s'étendre aux structures internationales. Les communautés locales sont très énergiques et connaissent mieux que quiconque le détail des problèmes qui les touchent. Ce qui leur manque, ce sont des mécanismes pour nouer efficacement le dialogue avec leurs représentants et leur demander des comptes.
- 4 **Travailler à différents niveaux et créer des alliances.** De telles alliances doivent être créées avec des personnes en situation de pauvreté, celles au pouvoir et celles qui sont responsables de la mise en œuvre des politiques. Ce travail doit également être fait aux niveaux local, régional, national et international. Les liens entre mobilisation populaire, sensibilisation, changement politique et mise en œuvre sont importants. Il convient d'accorder une attention particulière aux questions de mise en œuvre et de changement des politiques. Les alliances fructueuses sont capitales pour la réussite d'un projet.
- 5 **Faire se rencontrer les parties en face à face.** Les détenteurs officiels du pouvoir et les responsables politiques n'ont en général qu'un contact limité avec les personnes pauvres et marginalisées. Les possibilités de rencontres en face à face sont nombreuses et peuvent, si elles sont bien gérées, s'avérer très positives.
- 6 **Faire usage d'un éventail de stratégies pour bâtir le succès.** L'information, la recherche et la formation sont importantes. Beaucoup d'articles montrent en quoi le renforcement des capacités des organisations locales est souvent déterminant pour avoir l'impact souhaité. Un certain nombre de projets utilisent des méthodologies participatives. Leur choix est important : une méthodologie qui n'aide pas les gens à s'assumer, même si elle n'est pas délibérée, peut invalider les plans les mieux élaborés, tandis qu'une méthodologie stimulante peut contribuer positivement au changement.
- 7 **Tenir compte de perspectives différentes.** Le cadre national doit tenir compte de l'avis des groupes marginalisés sur le plan social et économique, ainsi que des groupes spécifiques en termes de genre ou d'âge (par exemple, les enfants) afin d'obtenir leur soutien et de renforcer leur capacité. Les besoins et les avis différents de groupes différents doivent être pris en compte.
- 8 **Reconnaître les différences entre les sexes.** Faire attention aux différences et aux relations de pouvoir entre les sexes peut permettre l'avènement d'un changement plus efficace.
- 9 **Utiliser le langage adéquat.** Il est possible de susciter l'excitation et l'enthousiasme pour des sujets comme la santé, l'éducation et même l'établissement de budgets. Ce qui compte, c'est de les

aborder dans un langage que les gens comprennent et auquel ils veulent répondre.

- 10 **Suivre et évaluer les projets.** Cela montre combien le fait de faire rencontrer aux décideurs ceux qui sont directement touchés par les politiques qu'ils élaborent peut influencer ces dernières et tout ce qui a une influence sur les processus de changement.
- 11 **Reconnaître que les organisations internationales peuvent jouer un rôle de plaidoyer.** Elles peuvent pousser les Nations unies et d'autres bailleurs de fonds à observer leurs propres politiques et engagements à soutenir des projets de développement qui encouragent l'expression. À côté du renforcement des capacités techniques, les organisations internationales peuvent jouer un rôle très important en tissant des liens avec la société civile, les gouvernements et les parties prenantes du secteur privé à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
- 12 **Comprendre que les ONG sont importantes comme modèles de transparence et d'intégrité.** Si les ONG font preuve de bonnes pratiques, ce n'est pas seulement pour montrer que l'obligation de rendre des comptes peut être mise en pratique, c'est également pour jeter les fondations de relations de confiance et de respect mutuel.

Notes

¹ S. Chen et M. Revallion (2008) 'The Developing World is Poorer than we Thought, but No Less Successful in the Fight against Poverty', Recherche politique, document de travail 4703, Washington DC: Banque mondiale.

² D. Green et I. Allen (2008) *L'urgence du moment*, Oxford: Oxfam R.-U..

³ Comme le font notamment Amartya Sen et Martha Nussbaum dans leurs écrits sur les capacités. Voir A. Sen (2001) *Development as Freedom*, Oxford: Oxford University Press, et M. Nussbaum (2000) *Women and Human Development: The Capabilities Approach*, Cambridge: Cambridge University Press.

⁴ Voir National Strategies for Sustainable Development (2004) 'The DFID Approach to Sustainable Livelihoods', www.nssd.net/references/SustLiveli/DFIDapproach.htm (dernière consultation septembre 2008).

⁵ D. Green (2008) *From Poverty to Power*, Oxford: Oxfam GB.

© Oxfam GB, Novembre 2008

Cet article a été rédigé par Jo Rowlands. Nous remercions Nikki van der Gaag et Emily Laurie pour leur assistance au cours de sa rédaction. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.org.uk

Online ISBN 978-1-84814-068-4. Cet article fait partie d'une série intitulée *Exprimez-vous !*. Pour plus d'information, visitez <http://publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?ISBN=9780855986384>

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél: +44.(0)1865.473727
E-mail: enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk